


### Attestation d'assurance

[illegible]

## Certifications

		<b>Certificat N° C0035</b> <b>Monsieur Bruno VERDIER</b>	
<b>Certifié dans le cadre du programme de certification P884</b> <b>consultable sur <a href="http://www.qualixpert.com">www.qualixpert.com</a> conformément à</b> <b>l'ordonnance 2004-555 révisé le 8 juin 2008 et à date</b> <b>2008-1114 du 28 septembre 2006.</b>			
<b>avec le(s) domaine(s) suivant(s) :</b>			
<b>Activité avec mesurée</b>	<b>Certificat valide</b>	<b>Arrêté du 25 juillet 2010 relatif aux critères de certification des</b> <b>opérateurs des personnes physiques soumises au régime</b> <b>d'assurance indemnitaire en cas de sinistralité des produits en produits</b> <b>collectifs de retraite, et d'assurance validé sous l'effet de la</b> <b>circulaire 2010-14 des critères d'attribution des engagements de</b> <b>certification</b>	
<b>Du 01/07/2007</b>	<b>Ju 01/07/2012</b>		
<b>ETSI des installations industrielles d'énergie</b>	<b>Certificat valide</b>	<b>Arrêté du 8 juin 2008 relatif aux critères de certification des</b> <b>opérateurs des entreprises de services de l'énergie (ETSI-SEI)</b> <b>relatives à l'énergie et les critères d'attribution des engagements de</b> <b>certification</b>	
<b>Du 26/11/2011</b>	<b>Ju 18/11/2016</b>		
<b>ETSI des installations industrielles de gaz</b>	<b>Certificat valide</b>	<b>Arrêté du 28 oct 2007 relatif aux critères de certification des</b> <b>opérateurs des personnes physiques soumises au régime d'assurance</b> <b>indemnitaire en cas de sinistralité des produits en produits en produits</b> <b>collectifs de retraite, et d'assurance validé sous l'effet de la</b> <b>circulaire 2010-14 des critères d'attribution des engagements de</b> <b>certification</b>	
<b>Du 28/10/2011</b>	<b>Ju 18/11/2016</b>		
<b>Diagnostic de performance énergétique des</b> <b>types de bâtiments</b>	<b>Certificat valide</b>	<b>Arrêté du 16 octobre 2008 relatif aux critères de certification</b> <b>des opérateurs des personnes physiques soumises au régime d'assurance</b> <b>indemnitaire en cas de sinistralité des produits en produits en produits</b> <b>collectifs de retraite, et d'assurance validé sous l'effet de la</b> <b>circulaire 2010-14 des critères d'attribution des engagements de</b> <b>certification</b>	
<b>Du 04/10/2011</b>	<b>Ju 18/11/2016</b>		

Date d'attribution du certificat : 02 juin 2017  
**Margate ALBERT**  
 Directeur Administratif



## Attestation d'indépendance

« Je soussigné Bruno VERDIER, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre Indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

**SBV EXPERTISES**  
AGENDA FONTAINEBLEAU  
18 Bois de la Garenne  
77460 GAGNIÈRES LA FORÊT  
Tel 01 60 55 09 39



# DPE diagnostic de performance énergétique (logement)

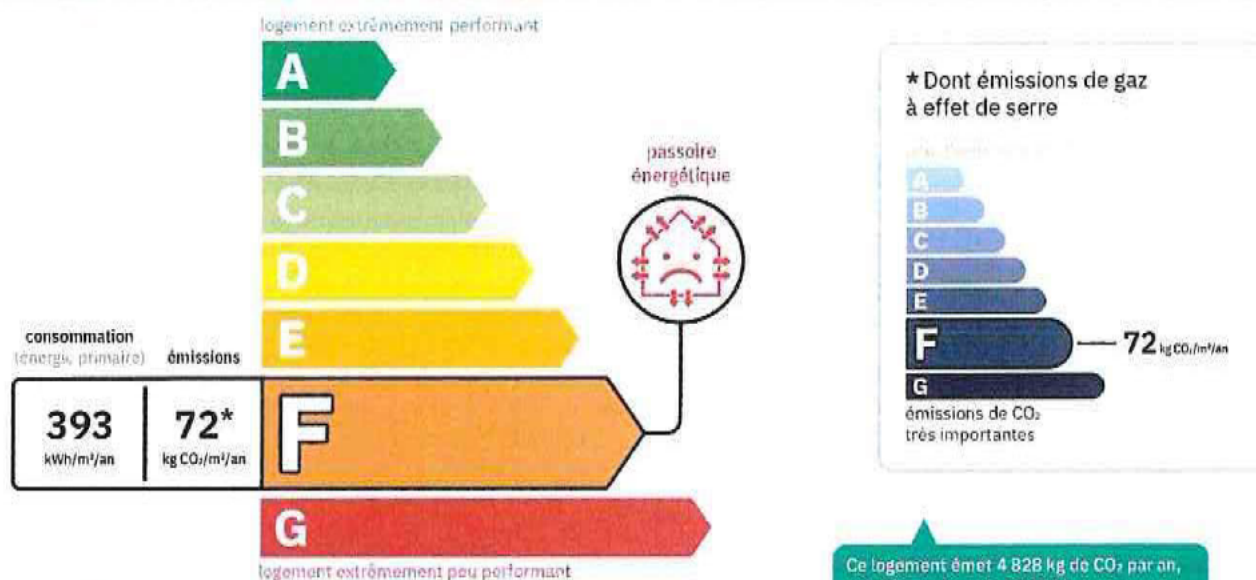
n° : 2191E0258350B  
établi le : 03/09/2021  
valable jusqu'au : 02/09/2031

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : [www.ecologie.gouv.fr](http://www.ecologie.gouv.fr)



adresse : **2 RUE LAVOISIER 91350 GRIGNY**  
type de bien : **appartement**  
année de construction : **Après 1949 et P.C. délivré avant le 01/07/1997**  
surface habitable : **67,03 m²** véranda chauffée : **0,00 m²** total : **67,03 m²**  
propriétaire :  
adresse : **2 RUE LAVOISIER 91350 GRIGNY**

## Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.  
Pour l'améliorer, voir pages 5 à 6.

## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires). En cas de système collectif, les montants facturés peuvent différer en fonction des règles de répartition des charges. Voir page 3 les détails par poste.



entre **1 420 €** et **1 970 €** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ?  
voir page 3

### INFORMATIONS DIAGNOSTIQUEUR

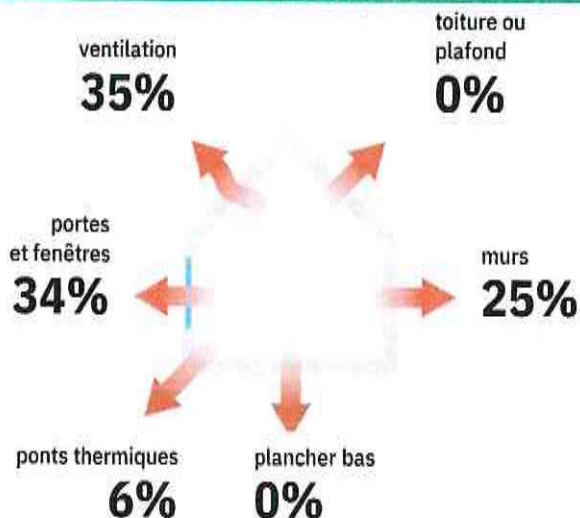
**CABINET AGENDA SBV. EXPERTISES**  
10 CHEMIN DE TREMAINVILLE 77760  
LARCHANT  
diagnostiqueur : **Bruno VERDIER**

tél : 01.60.55.09.39  
email : [cabinet.verdier@orange.fr](mailto:cabinet.verdier@orange.fr)  
n° de certification : C0095  
organisme de certification : LCC Qualixpert





## Schéma des déperditions de chaleur



## Confort d'été (hors climatisation) \*



INSUFFISANT

MOYEN

BON

Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



logement traversant

Pour améliorer le confort d'été :



Faites isoler la toiture du logement.



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

## Performance de l'isolation



INSUFFISANTE

MOYENNE

BONNE

TRÈS BONNE

## Système de ventilation en place



VMC SF Auto réglable avant 1982

## Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergies renouvelables

D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



chauffage au bois













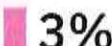



réseaux de chaleur vertueux



géothermie

\* Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

## Montants et consommations annuels d'énergie

usage		consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	 répartition des dépenses
 chauffage	 gaz naturel	10 412 (11 557 é.f.)	entre 540 € et 740 €	 35%
 eau chaude sanitaire	 gaz naturel	10 145 (11 261 é.f.)	entre 530 € et 720 €	 37%
 refroidissement		0 (0 é.f.)	0 €	0%
 éclairage	 électrique	291 (127 é.f.)	entre 30 € et 60 €	 3%
 auxiliaires	 électrique	5 509 (2 395 é.f.)	entre 320 € et 450 €	 25%
énergie totale pour les usages recensés		26 356 kWh (25 339 kWh é.f.)	entre 1 420 € et 1 970 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous.

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de climatisation), et une consommation d'eau chaude de 108l par jour.

é.f. → énergie finale

\* Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

⚠ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

⚠ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



## Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C,  
c'est -18% sur votre facture **soit -145€ par an**

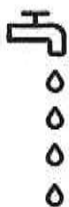
**astuces** (plus facile si le logement dispose de solutions de pilotage efficaces)

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17°C la nuit.

Si climatisation,  
température recommandée en été → 28°C

**astuces**

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.

Consommation recommandée → 108l/jour  
d'eau chaude à 40°C

44l consommés en moins par jour,  
c'est -16% sur votre facture **soit -121€ par an**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minutes = environ 40l.

**astuces**

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.



En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :  
[www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie](http://www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie)







## Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.







Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ① + ② ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

## Les travaux essentiels




montant estimé : 4 300 à 6 500 €

lot	description	performance recommandée
 ventilation	Installer une VMC hygroréglable type B. ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	
 murs	Isolation des murs par l'intérieur. Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	$R > 4,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
 chauffage	Remplacer la chaudière actuelle par une chaudière gaz à condensation. ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	Rendement PCS = 92%
 eau chaude sanitaire	Système actualisé en même temps que le chauffage ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	Rendement PCS = 92%

2

## Les travaux à envisager

montant estimé : 12 300 à 18 400 €

lot	description	performance recommandée
 portes et fenêtres	Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. ▲ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété ▲ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$U_w = 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ , $S_w = 0,42$
 chauffage	Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/eau double service chauffage et ECS. ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	SCOP = 4
 eau chaude sanitaire	Système actualisé en même temps que le chauffage Mettre en place un système Solaire ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	COP = 4

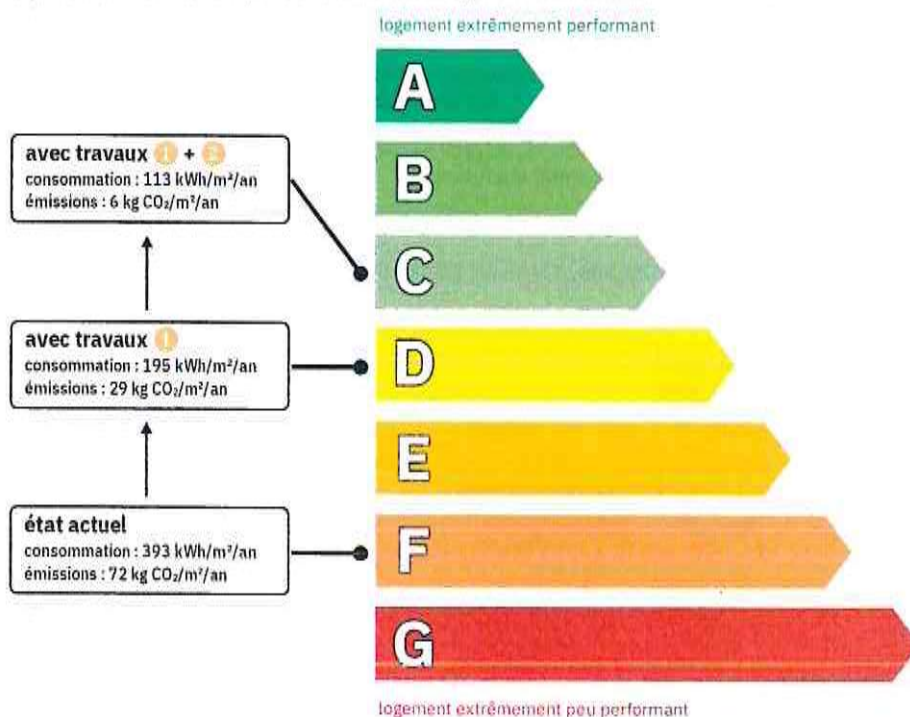
## Commentaires :

Sans objet



## Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

## Évolution de la performance après travaux



## Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

[www.faire.gouv.fr/trouver-un-conseiller](http://www.faire.gouv.fr/trouver-un-conseiller)

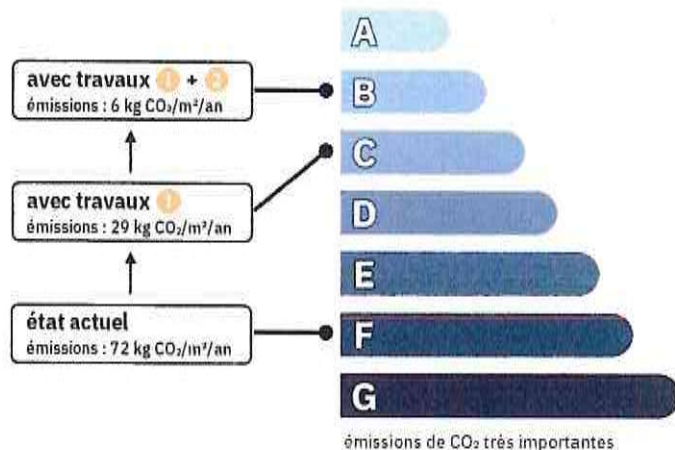
ou 0800 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

[www.faire.gouv.fr/aides-de-financement](http://www.faire.gouv.fr/aides-de-financement)



## Dont émissions de gaz à effet de serre



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.





## Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée ([diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr](http://diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr)).

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.22.15]**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :  
**Titre de propriété**

Référence du DPE : **Dossier N° 2021-09-014 #D**

Méthode de calcul : **3CL-DPE 2021**

Date de visite du bien : **03/09/2021**

Invariant fiscal du logement : **Sans objet**

Référence de la parcelle cadastrale : **Non communiquée**



### Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Des écarts peuvent apparaître entre les consommations réelles fournies par le propriétaire et les consommations théoriques. Ces écarts sont dus à l'utilisation du bien (température de chauffe définie par l'utilisateur, nombre de semaines d'absence durant la période de chauffe, nombre de pièces chauffées du bien, utilisation de l'eau chaude sanitaire et éventuellement de la climatisation), à l'évolution du climat (température extérieure) et aux caractéristiques du bien et de ses équipements de production d'énergie (qualité et mise en œuvre du bâtiment, rendements, dimensionnement et entretien des systèmes de production de chaleur et/ou de refroidissement, renouvellement d'air dû à la ventilation, etc...). Le calcul de la consommation conventionnelle fixe une température intérieure uniforme dans l'ensemble du bien de 19°C, une semaine d'occupation par an pendant la période de chauffe ainsi qu'un réduct de température des température à 16°C pendant la nuit de 22 heures à 6 heures. La rigueur hivernale (température extérieure) est basée sur la moyenne des 30 dernières années par département. Le calcul ne tient pas compte d'une mauvaise mise en œuvre du bâtiment, des défauts d'entretien ou de dimensionnement des systèmes de production de chaleur et/ou de refroidissement. Les taux de renouvellement d'air sont fixés réglementairement.

Surface habitable de l'immeuble obtenue à l'aide des tantièmes généraux et des tantièmes du lot.

Le nouveau moteur de calcul, fourni par les pouvoirs publics et mis en œuvre par les éditeurs de logiciels pour la réalisation du DPE V3, est d'application obligatoire depuis le 1er juillet 2021, bien qu'étant toujours en cours de validation. Il fait encore l'objet de modifications. Le diagnostiqueur n'a aucune possibilité d'intervenir sur les calculs réalisés, qui peuvent être imprécis ou erronés, et en conséquence décline toute responsabilité s'agissant du classement du bien et des estimations de consommations ainsi que des coûts correspondants.

## généralités

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Département	mesurée ou observée	91 Essonne
Altitude	donnée en ligne	84 m
Type de bien	mesurée ou observée	Appartement
Année de construction	estimée	1948 - 1974
Surface habitable du logement	mesurée ou observée	67,03 m²
Surface habitable de l'immeuble	mesurée ou observée	536240 m²
Hauteur moyenne sous plafond	mesurée ou observée	2,5 m

## enveloppe

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Mur 1 Nord	Surface du mur	mesurée ou observée 11,45 m²
	Type de local non chauffé adjacent	mesurée ou observée l'extérieur
	Matériau mur	mesurée ou observée Mur en béton banché
	Epaisseur mur	mesurée ou observée = 20 cm
	Isolation	mesurée ou observée inconnue
	Année de construction/rénovation	valeur par défaut 1948 - 1974
Mur 2 Sud	Surface du mur	mesurée ou observée 5,3 m²
	Type de local non chauffé adjacent	mesurée ou observée des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	mesurée ou observée 70 m²
	Etat isolation des parois Aiu	mesurée ou observée non isolé
	Surface Aue	mesurée ou observée 30 m²





## enveloppe

donnée d'entrée		origine de la donnée	valeur renseignée
	Etat isolation des parois Aue	mesurée ou observée	non isolé
	Matériau mur	mesurée ou observée	Inconnu
	Isolation	mesurée ou observée	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗ valeur par défaut	1948 - 1974
	U <sub>mur0</sub> (paroi inconnue)	✗ valeur par défaut	2,5 W/m².K
Fenêtre Nord	Surface de baies	mesurée ou observée	9,05 m²
	Placement	mesurée ou observée	Mur Nord
	Orientation des baies	mesurée ou observée	Nord
	Type ouverture (fenêtre battante...)	mesurée ou observée	Fenêtres oscillo-battantes
	Type de vitrage	mesurée ou observée	double vitrage
	Epaisseur lame air	mesurée ou observée	16 mm
	Présence couche peu émissive	mesurée ou observée	non
	Gaz de remplissage	mesurée ou observée	Air
	Inclinaison vitrage	mesurée ou observée	vertical
	Type menuiserie (PVC...)	mesurée ou observée	PVC
	Type volets	mesurée ou observée	Volets roulants PVC (tablier < 12mm)
	Type de masques proches	mesurée ou observée	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	mesurée ou observée	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre Nord	Surface de baies	mesurée ou observée	10,5 m²
	Placement	mesurée ou observée	Mur Nord
	Orientation des baies	mesurée ou observée	Nord
	Type ouverture (fenêtre battante...)	mesurée ou observée	Portes-fenêtres battantes
	Type de vitrage	mesurée ou observée	double vitrage
	Epaisseur lame air	mesurée ou observée	16 mm
	Présence couche peu émissive	mesurée ou observée	non
	Gaz de remplissage	mesurée ou observée	Air
	Inclinaison vitrage	mesurée ou observée	vertical
	Type menuiserie (PVC...)	mesurée ou observée	PVC
	Type volets	mesurée ou observée	Volets roulants PVC (tablier < 12mm)
	Type de masques proches	mesurée ou observée	Baie en fond et flan de loggia
	Avancée l (profondeur des masques proches)	mesurée ou observée	< 2 m
	Type de masques lointains	mesurée ou observée	Absence de masque lointain
Porte	Surface de porte	mesurée ou observée	1,7 m²
	Placement	mesurée ou observée	Mur 2 Sud
	Type de porte	mesurée ou observée	Porte opaque pleine
	Longueur Pont Thermique	mesurée ou observée	4,85 m
	Positionnement de la menuiserie	mesurée ou observée	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	mesurée ou observée	Lp: 5 cm
Pont Thermique 1	Type de pont thermique	mesurée ou observée	Mur 1 Nord / Porte-fenêtre Nord
	Type isolation	mesurée ou observée	inconnue
	Longueur du PT	mesurée ou observée	14,05 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	mesurée ou observée	Lp: 10 cm
	Position menuiseries	mesurée ou observée	au nu intérieur





## enveloppe

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Pont Thermique 2	Type de pont thermique	mesurée ou observée Mur 1 Nord / Fenêtre Nord
	Type isolation	mesurée ou observée inconnue
	Longueur du PT	mesurée ou observée 19,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	mesurée ou observée Lp: 10 cm
	Position menuiseries	mesurée ou observée au nu intérieur

## équipements

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	mesurée ou observée VMC SF Auto réglable avant 1982
	Année installation	✗ valeur par défaut 1948 - 1974
	Energie utilisée	mesurée ou observée Electrique
	Façades exposées	mesurée ou observée une
Chauffage	Type d'installation de chauffage	mesurée ou observée Installation de chauffage simple
	Nombre de niveaux desservis	mesurée ou observée 12
	Type générateur	mesurée ou observée Gaz Naturel - Chaudière gaz classique installée avant 1981
	Surface chauffée par chaque générateur	mesurée ou observée 67,03
	Année installation générateur	✗ valeur par défaut 1948 - 1974
	Energie utilisée	mesurée ou observée Gaz Naturel
	Cper (présence d'une ventouse)	mesurée ou observée non
	Présence d'une veilleuse	mesurée ou observée non
	Chaudière murale	mesurée ou observée non
	Présence d'une régulation/Ajust.T° Fonctionnement	mesurée ou observée non
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	mesurée ou observée non
	Type émetteur	mesurée ou observée Plancher chauffant
	Température de distribution	mesurée ou observée
	Année installation émetteur	mesurée ou observée Inconnue
	Type de chauffage	mesurée ou observée divisé
	Equipement d'intermittence	mesurée ou observée Sans système d'intermittence
	Présence comptage	mesurée ou observée 0
ECSanitaires	Nombre de niveaux desservis	mesurée ou observée 12
	Type générateur	mesurée ou observée Gaz Naturel - Chaudière gaz classique installée avant 1981
	Année installation générateur	✗ valeur par défaut 1948 - 1974
	Energie utilisée	mesurée ou observée Gaz Naturel
	Type production ECS	mesurée ou observée Chauffage et ECS
	Présence d'une veilleuse	mesurée ou observée non
	Chaudière murale	mesurée ou observée non
	Présence d'une régulation/Ajust.T° Fonctionnement	mesurée ou observée non
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	mesurée ou observée non
	Type de distribution	mesurée ou observée Réseau collectif non isolé, majorité des logements avec pièces alimentées contiguës
	Type de production	mesurée ou observée instantanée





## Certifications

Certificat N° C0095		 <b>MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>
Monsieur Bruno YERDER		
Certificat dans le cadre du processus de certification PRSA renouvelable sur une quadriennale conformément à l'ordonnance 2005-055 (art 1) du 8 juin 2005 et du décret 2006-1116 du 14 septembre 2006.		
Date de(s) délivrance(s) suivante(s)		
Antenne pour personnes	Certificat valide Du 01/07/2017 Au 30/06/2022	Arrêté du 25 juin 2017 délivrant les ordres de certification des compétences des personnes impliquées dans le processus d'évaluation structurelle de tout le personnel des matières et produits au sein de l'unité de travail et de l'ensemble des matières et produits des matières et produits de l'ensemble des matières et produits de l'ensemble des matières et produits de l'ensemble des matières et produits de l'ensemble
Etat des installations techniques et matérielles	Certificat valide Du 30/11/2013 Au 13/11/2018	Arrêté du 30 juin 2013 modifiant les ordres de certification des compétences des personnes impliquées dans le processus d'évaluation structurelle de tout le personnel des matières et produits de l'ensemble
Etat des installations techniques de gaz	Certificat valide Du 29/12/2014 Au 28/12/2019	Arrêté du 26 août 2014 modifiant les ordres de certification des compétences des personnes impliquées dans le processus d'évaluation structurelle de tout le personnel des matières et produits de l'ensemble
Diagnostic de performance énergétique des bâtiments	Certificat valide Du 01/06/2017 Au 30/06/2022	Arrêté du 18 octobre 2006 modifiant les ordres de certification des compétences des personnes impliquées dans le processus d'évaluation structurelle de tout le personnel des matières et produits de l'ensemble

Date d'établissement le mercredi 07 juin 2017  
**Magalie ALBERT**  
 Directrice Administrative  
  






CABINET AGENDA SBV. EXPERTISES

10 CHEMIN DE TREMAINVILLE

77760 LARCHANT

Tél : 01.60.55.09.39

cabinet.verdier@orange.fr

Dossier N° 2021-09-014 #R

## État des risques et pollutions (ERP)

Référence : 2021-09-014

Réalisé par Bruno VERDIER

Pour le compte de CABINET AGENDA S.B.V. EXPERTISES

Date de réalisation : 3 septembre 2021 (Valable 6 mois)

Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :

N° 2020-BDT-SE-405 du 22 décembre 2020.

### REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien

2 Rue Lavoisier

91350 Grigny

Vendeur

MR ANTHONIPILLAI AJASMAN



### SYNTHESE

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnié est nécessaire.

Votre commune				Votre Immeuble	
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux
PPRI	Inondation	approuvé	28/10/2002	non	non
PPRI	Effet thermique Antargis	approuvé	04/04/2015	non	non
PPRI	Effet de surpression Antargis	approuvé	04/04/2016	non	non
Zonage de sûreté : 1 - Très faible*				non	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible**				non	-

\* Zonage issu de la Planche d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2016-1254 et n°2016-1255 du 24 octobre 2016 ainsi que par l'Arrêté du 20 octobre 2015 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

\*\* Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1233-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2016-434 du 4 juin 2016, déléguées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2016.

Informations complémentaires	Zone
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Alés Fort (3)
Plan d'Exposition au Bruit*	Non concerné

\* Information cartographique consultable en ligne et en ligne à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/indemniés/plan-d'exposition-au-bruit-pet>





## Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-24, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°

2020-DDT-SE-405

du

22/12/2020

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 03/09/2021

2. Adresse

2 Rue Lavoisier

91350 Grigny

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

non ☒

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

Des risques précis ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune

Inondation ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

non ☒

4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers (PPRm)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

non ☒

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

Des risques précis ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

non ☒

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT

approuvé

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT

prescrit

non ☒

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

Des risques précis ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune

Effet thermique ☐

Effet de surpression ☐

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

non ☒

L'immeuble est situé en zone de prescription

non ☒

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R.125-4 et R.125-5 du Code de l'environnement et de l'article L.124-1 du Code de la construction

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

très faible

zone 1 ☒

7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R.125-4 et R.125-5 du Code de l'environnement et de l'article L.124-1 du Code de la construction

L'immeuble est situé dans une Zone à Potentiel Radon :

Faible

zone 1 ☒

8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui ☐

non ☐

9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui ☐

non ☒

Article 55 de la loi relative aux zones littorales

Parties concernées

Vendeur

à

le

Acquéreur

à

le

Attention : S'il n'imposait pas d'obligation particulière réglementaire particulière, les actes relatifs au bien immobilier ne sont pas mentionnés par cet état



## Inondation

PPRn Inondation, approuvé le 20/10/2003

**Non concerné\***

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



GRIGNY

La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.  
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.



## Cartographies ne concernant pas l'immeuble

Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :

Le PPRt multirisque, approuvé le 04/04/2018

Pris en considération : Effet de surpression, Effet thermique



Le PPRt Effet thermique, approuvé le 04/04/2018





## Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

### Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque	Début	Fin	JO	Indemnité
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	10/06/2018	10/06/2018	30/01/2019	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/05/2016	05/06/2016	16/06/2016	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2003	30/09/2003	01/02/2005	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	26/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Mouvement de terrain				
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/08/1997	07/08/1997	30/12/1997	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/04/1993	31/01/1996	29/07/1998	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/06/1989	31/03/1993	10/06/1994	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	23/07/1988	23/07/1988	08/11/1988	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	16/08/1983	16/08/1983	18/11/1983	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur Internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : [www.prim.net](http://www.prim.net)

Préfecture : Evry - Essonne  
Commune : Grigny

**Adresse de l'immeuble :**  
2 Rue Lavoisier  
91350 Grigny  
France

Etabli le :

**Vendeur :**

Acquéreur :







## Prescriptions de travaux

Aucune

## Documents de référence

Aucun

## Conclusions

L'Etat des Risques délivré par CABINET AGENDA S.B.V. EXPERTISES en date du 03/09/2021 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2020-DDT-SE-405 en date du 22/12/2020 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN n'est concerné par aucun risque réglementé.

Le BIEN est également concerné par :

- L'aléa retrait-gonflement des argiles (aléa Fort)

## Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° 2020-DDT-SE-405 du 22 décembre 2020

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRn Inondation, approuvé le 20/10/2003
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

**Arrêté n° 2020-DDT-SE-N° 405 du 22 décembre 2020**

**portant sur l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne**

Le Préfet de l'Essonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

/U le code général des collectivités territoriales ;

/U le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L.125-7 et R.125-23 à R.125-27 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs ainsi que les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention des risques sismiques ; et les articles L.556-2 et R.125-41 à R.125-47 relatifs aux secteurs d'information sur les sols ;

/U le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

/U le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric JALON, préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne ;

/U l'arrêté 2018-DDT-SE-n°265 en date du 13 juin 2018 portant sur l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

/U l'arrêté n°2020-PREF-DCPPAT-BCA-164 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ROGIER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

/U l'arrêté N°2020-DDT-SG-BAJAF-231 du 28 août 2020 portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires ;

/U les arrêtés n°2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/255 à 265 du 26 octobre 2020 instituant un ou des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur les communes d'Angerville, Athis-Mons, Brétigny-sur-Orge, Dourdan, Epinay sous Sénart, Étampes, Lisses, Longjumeau, Massy, Montlhéry, Ris-Orangis ;

/U l'arrêté n°2020-DDT-SE-N°390 du 16 décembre 2020 portant sur l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour la liste des communes pour lesquelles un ou des secteurs d'information sur les sols (SIS) existent et doit être délivrée aux acquéreurs et locataires de biens immobiliers ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour l'arrêté n°2020-DDT-SE-N°390 du 16 décembre 2020 en raison d'une erreur matérielle ;





## ARRÊTE

### Article premier :

L'obligation d'information prévue aux articles L.125-5 à L.125-7 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes listées en annexe du présent arrêté.

### Article 2 :

L'identification de secteurs d'informations sur les sols (SIS) a été instituée le 26 octobre 2020. L'état des risques naturels et technologiques dans les communes mentionnées à l'article 1 doit donc intégrer ces éléments afin d'assurer la bonne information des acquéreurs et locataires.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes figurant dans la liste visée à l'article 1 et au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée sera affiché dans les mairies de ces communes.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le journal Le Parisien/édition de l'Essonne et sera également accessible sur le site Internet des services de l'État dans l'Essonne : <http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Transactions-immobilières-et-installations-classées/Information-Acquéreurs-Locataires>

### Article 4 :


L'arrêté préfectoral n°2020-DDT-SE-N°390 en date du 16 décembre 2020 est abrogé.

### Article 5 :

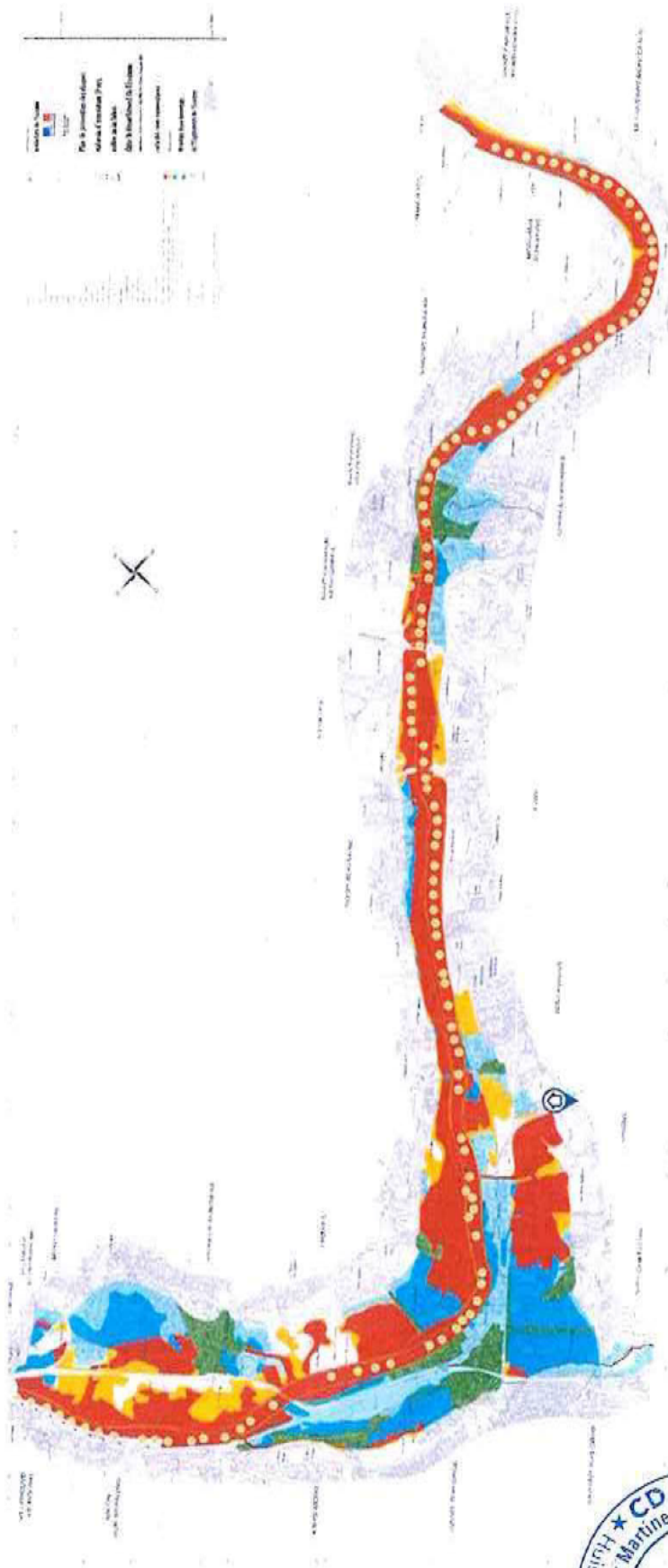
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental des territoires et les maires du département concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Essonne.

Pour le préfet, et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
et par subdélégation

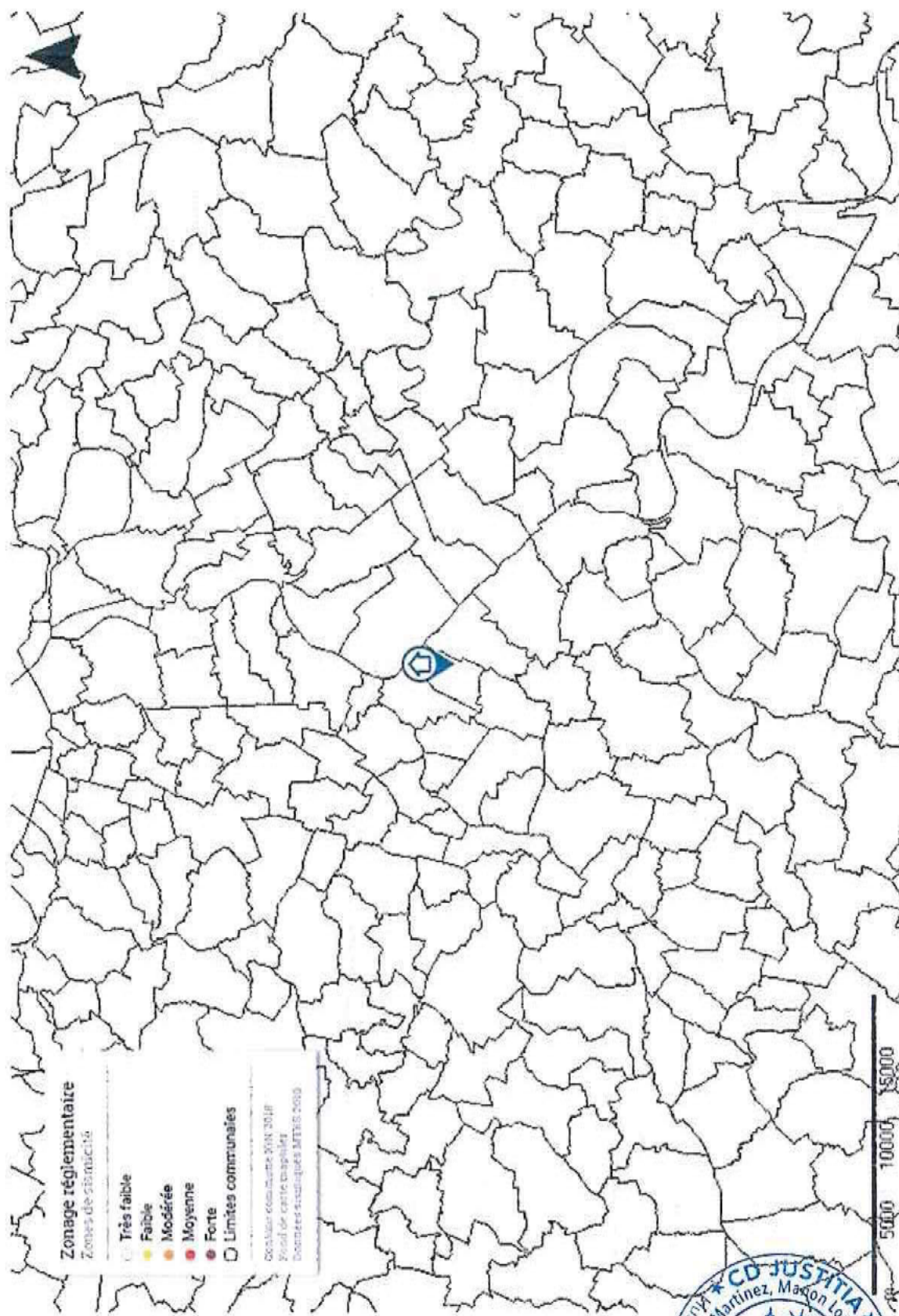
La Cheffe du Service Environnement



Sandrine FAUCHET







## Attestation d'assurance

### RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
**SBV EXPERTISES**  
 Monsieur et Madame Bruno & Sophie VENDIER  
 10 Chemin de Trémerville  
 77760 LARCHANT

Bénéficiaire du contrat n° 1075585504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;

- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement du génie civil. (Amiante AVEC mention)

Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Repérage de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Conseil et Etude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations

Mesurage loi Carrez

Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Fiche de renseignement immeuble PÉRIVAL / Bien

Etat des lieux localif

Constat logement décent

Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité

Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Diagnostic télétravail

Diagnostic de performance numérique

Constat sécurité piscine

Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel

Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)

Etat des risques et pollutions (ERP)

Millièmes de copropriété, tantièmes de charges

Assainissement autonome

Assainissement collectif

**Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Sa validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 1<sup>er</sup> janvier 2022, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 5 janvier 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 010 Euros

Siège social : 113, Terrasses de l'Arche - 92787 Nanterre Cedex 722 057 480 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 480

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 211-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1





CABINET AGENDA SBV. EXPERTISES

10 CHEMIN DE TREMAINVILLE  
77760 LARCHANT

Tél : 01.60.55.09.39

cabinet.verdier@orange.fr

Dossier N° 2021-09-014 #SU

## Attestation de surface privative (Carrez)

### Désignation de l'immeuble

Adresse : **2 RUE LAVOISIER**  
**91350 GRIGNY**  
Référence cadastrale : **Non communiquée**  
Lot(s) de copropriété : **480471-480721-480599- N° étage : 9**  
**480601**  
Nature de l'immeuble : **Immeuble collectif**  
Étendue de la prestation : **Parties Privatives**  
Destination des locaux : **Habitation**



### Désignation du propriétaire

Propriétaire : **- 2 RUE LAVOISIER 91350 GRIGNY**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

### Identification de l'opérateur

Opérateur de mesurage : **Bruno VERDIER**  
Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA SBV. EXPERTISES**  
**10 CHEMIN DE TREMAINVILLE - 77760 LARCHANT**  
**N° SIRET : 498 803 923 00032**

Compagnie d'assurance : **AXA** N° de police : **10755853504** Validité : **01/01/2021 au 31/12/2021**

### Réalisation de la mission

N° de dossier : **2021-09-014 #SU**  
Ordre de mission du : **03/09/2021**  
Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Commentaires : **Néant**

### Cadre réglementaire

- Article 46 de la Loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis
- Articles 4-1 à 4-3 du Décret n°67-223 du 17 mars 1967 pris pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis

[www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.  
SARL au capital de 5.000 € - SIRET : 498 803 923 00032 - APE : 7120B



**Nota :** Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## Limites du domaine d'application du mesurage

Les surfaces mentionnées ont fait l'objet d'un lever régulier et la superficie privative (dite 'surface Carrez') est conforme à la définition du Décret n°67-223 du 17 mars 1967. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un mètre ruban et d'un télémètre laser, sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite, conformément à la jurisprudence constante (Cour de cassation 3<sup>e</sup> Chambre civile du 5/12/2007 et du 2/10/2013). Dans le cas où le règlement de copropriété n'a pas été fourni, il appartient au vendeur de contrôler que la totalité des surfaces mesurées ont bien le caractère de surface privative.

## Synthèse du mesurage

**Surface privative : 67,03 m<sup>2</sup>**  
(soixante sept mètres carrés trois décimètres carrés)

## Résultats détaillés du mesurage

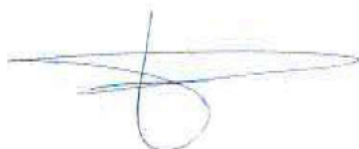
LOCAUX	Commentaires	Surfaces privatives
Appartement 9ème étage Entrée		3,54 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Cuisine		10,04 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Salon-Salle à manger		22,96 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Dégagement avec placard		3,20 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Chambre 1		10,95 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Chambre 2		9,56 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Placard		2,64 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Salle de bains		2,91 m <sup>2</sup>
Appartement 9ème étage Toiletttes		1,23 m <sup>2</sup>
<b>SURFACES TOTALES</b>		<b>67,03 m<sup>2</sup></b>

## Dates de visite et d'établissement de l'attestation

Visite effectuée le **03/09/2021**

État rédigé à **LARCHANT**, le **03/09/2021**

Signature de l'opérateur de mesurage



Cachet de l'entreprise



CABINET AGENDA SBV. EXPERTISES  
10 CHEMIN DE TREMAINVILLE  
77760 LARCHANT  
Tél : 01.60.55.09.39  
SIRET : 498 803 923 00032 - APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.



## Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
SBV EXPERTISES  
Monsieur et Madame Bruno & Sophie VERDIER  
10 Chemin de Trémaville  
77760 LARCHANT

Bénéficiaire du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifiées aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)

Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Repérage de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en œuvre des préconisations

Mesurage les Carrez

Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Fiche de renseignement immeuble PERVAL / Bien

Etat des lieux locatif

Constat logement décent

Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité

Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Diagnostic télétravail

Diagnostic de performance numérique

Constat sécurité piscine

Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel

Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)

Etat des risques et pollutions (ERP)

Millièmes de copropriété, tantièmes de charges

Assainissement autonome

Assainissement collectif

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger des lois que l'assurance de ces derniers doit être soumise conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 1<sup>er</sup> janvier 2022, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 5 janvier 2021, pour la Société AXA



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 792 010 Euros

Siège social : 31A, Terrasses de l'Arche - 91737 Nanterre Cedex 722 057 400 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 400

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1

